

RÉPERTOIRE FACULTAIRE 2011/12

Faculté de droit



UNIVERSITÉ
LAVAL

Ville de Québec - Canada

AVIS

À jour en juin 2011. Le contenu des programmes peut être modifié sans préavis.

Pour obtenir l'information officielle et à jour sur l'offre de formation de l'Université Laval, il est suggéré de consulter en tout temps le www.ulaval.ca/programmes.

La présente publication fait référence au *Règlement des études, édition du 1^{er} mai 2009 (mise à jour en juin et décembre 2009 en février 2010)*.

Formulaires de demande d'admission :

Bureau du registraire

Pavillon Jean-Charles-Bonenfant
2345, allée des Bibliothèques
Local 2440
Université Laval
Québec (Québec) G1V 0A6
CANADA

- ♦ **Par téléphone** > 418 656-3080
- ♦ **Par courriel** > reg@reg.ulaval.ca
- ♦ **En ligne** > www.reg.ulaval.ca

Information sur les programmes :

Bureau du recrutement étudiant

Vice-rectorat aux études et aux activités internationales
Pavillon Alphonse-Desjardins
2325, rue de l'Université
Bureau 3577
Université Laval
Québec (Québec) G1V 0A6
CANADA

- ♦ **Par téléphone** > 418 656-2764
- ♦ **Sans frais** > 1 877 606-5566 (Canada, États-Unis)
- ♦ **Par courriel** > info@ulaval.ca
- ♦ **En ligne** > www.ulaval.ca/futursetudiants

Coordination du projet : Christine Dufour
Division des diplômes et des publications officielles
Bureau du secrétaire général

Dépôt légal – 2^e trimestre 2011
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Faculté de droit

Premier cycle

Droit

Certificat en droit	1
Baccalauréat en droit	3
Microprogramme en droit	7

Cycles supérieurs

Droit

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'entreprise	J
Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire	FF
Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit international et transnational	1H
Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droits fondamentaux et droits collectifs	1I
Maîtrise en droit - droit de l'entreprise	1J
Maîtrise en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire	2G
Maîtrise en droit - droit international et transnational	2I
Maîtrise en droit - droits fondamentaux et droits collectifs	32
Maîtrise en droit - avec mémoire	37
Doctorat en droit	42
Microprogramme de deuxième cycle en droit - droit de l'entreprise	47
Microprogramme de deuxième cycle en droit - légistique	49

Droit notarial

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit notarial	50
---	----

Certificat en droit

Admission

Exigences d'admission

Être âgé de 21 ans et plus, être titulaire du DEC général (ou l'équivalent) ou être inscrit dans un cheminement universitaire et avoir été absent du système scolaire pendant au moins deux années

OU

Être titulaire d'un DEC technique

OU

Avoir acquis un minimum de 60 crédits universitaires au moment de l'inscription

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne et hiver.

Responsable

Directrice du programme

Anne-Marie Laflamme
premier-cycle@fd.ulaval.ca

Pour information :

Bureau de la gestion des études
418 656-2131, poste 6134

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Ce programme vise à permettre au non-juriste d'acquérir des connaissances, des habiletés et des attitudes qui lui permettent de se situer par rapport à son environnement juridique et qui accroissent la qualité de ses interventions dans sa vie professionnelle.

Renseignements additionnels

Insertion d'un programme court dans un autre programme

Une fois terminé, ce certificat peut entrer dans la composition d'un baccalauréat multidisciplinaire.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

Activités de formation communes

Droit (30 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-1901	Introduction générale au droit	3.0

DRT-1700	Droit des obligations	3.0
DRT-1701	Droit public fondamental	3.0

1. 21 crédits parmi :

CNS-1002, DRT-1710 à DRT-1716, DRT-1718 (ou DRT-1720), DRT-1719, DRT-1721, DRT-1902, DRT-1903

Compléter, s'il y a lieu, en choisissant, avec l'autorisation de la direction de programme, un cours à option du baccalauréat en droit ou un cours de premier cycle de 3 crédits.

Baccalauréat en droit (LL. B.)

Admission

Exigences d'admission

Être titulaire d'un DEC, ou l'équivalent, OU répondre à la définition du candidat adulte adoptée par l'Université.

Le titulaire d'un DEC technique est invité à s'informer s'il peut être admis sur la base d'ententes DEC-BAC ou s'il peut bénéficier de passerelles en consultant le site www.dectechniques.ulaval.ca.

Connaissance du français

L'étudiant admis à ce baccalauréat doit se conformer à la Politique sur l'usage du français à l'Université Laval.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne et hiver.

Contingentement – capacité d'accueil

Le baccalauréat en droit est un programme contingenté.

Responsable

Directrice du programme

Anne-Marie Laflamme
premier-cycle@fd.ulaval.ca

Pour information :

Bureau de la gestion des études
418 656-2131, poste 6134

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Au terme du premier cycle universitaire en droit, l'étudiant devrait avoir acquis, par son programme de formation, un ensemble d'habiletés visant à l'amener d'une formation fondamentale préuniversitaire à une formation à la fois disciplinaire et intégrante. Ainsi, tout titulaire d'un grade de baccalauréat en droit devra avoir acquis:

- une discipline de l'esprit par l'apprentissage de la méthode, des concepts de base, des principes fondamentaux et des techniques de recherche propres au droit;
- la capacité de s'exprimer en termes juridiques avec logique et précision;
- l'habileté à dégager les questions de droit pertinentes et d'utiliser ses connaissances et son sens critique pour choisir les avenues et les solutions possibles;
- l'intégration des connaissances qui le rende capable de les appliquer et de les communiquer correctement;
- un esprit accru d'analyse et de synthèse;

- le goût et la capacité de continuer à acquérir des connaissances et à développer sa culture;
- l'aptitude à faire un usage diversifié de ses connaissances juridiques dans un monde caractérisé par le changement;
- l'aisance à percevoir les limites de sa discipline ou de son champ d'études et de le situer par rapport à d'autres disciplines;
- la capacité de critiquer les institutions juridiques existantes;
- la sensibilité à l'éthique et aux conséquences sociales de son action, de son rôle d'agent de transformation sociale en tant que juriste, ainsi qu'à l'interdisciplinarité et à l'internationalisation.

Profils

Profil en développement durable

Le profil en développement durable constitue le parcours idéal pour l'étudiant qui veut approfondir ses connaissances dans l'application des concepts du développement durable et dans la compréhension de ses enjeux. Il vise à valoriser une expérience interdisciplinaire dans la résolution de problèmes tout en permettant à l'étudiant de développer ses compétences en lien avec le développement durable et son domaine d'études. Le profil est constitué de 12 crédits, soit 3 crédits pour le cours obligatoire DDU-1000 Fondements du développement durable, 3 crédits pour un cours spécialisé lié à la discipline du programme de l'étudiant, 6 crédits pouvant prendre la forme d'un stage, d'un projet d'intervention ou d'un ou deux cours spécialisés sélectionnés à partir d'une liste préétablie.

Profil entrepreneurial

Le profil entrepreneurial entend favoriser l'émergence et le développement des attitudes et compétences visant à prendre des initiatives, à réaliser des projets et à les gérer. Ce profil comporte obligatoirement 12 crédits répartis entre quatre cours de 3 crédits chacun. L'étudiant est invité à consulter le site www.profilentrepreneurial.ulaval.ca et à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les balises de ce profil.

Profil international

Ce programme offre, dans le cadre de ce profil, un certain nombre de places aux étudiants désireux de poursuivre une ou deux sessions d'études dans une université située à l'extérieur du Québec. L'étudiant est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 99 crédits

Équivalence maximum : 49 crédits

Activités de formation communes

Droit (51 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-1000	L'univers du droit	3.0
DRT-1001	Obligations I : contrat	3.0
DRT-1002	Droit constitutionnel	3.0
DRT-1003	Droit des biens	3.0
DRT-1004	Droit des personnes physiques et de la famille	3.0
DRT-1005	Droit administratif I	3.0
DRT-1006	Procédure civile I	3.0
DRT-1007	Droit pénal général	3.0
DRT-1008	Documentation juridique et rédaction d'une note de recherche	3.0
DRT-2000	Obligations II : responsabilité	3.0
DRT-1009	Droit international public	3.0
DRT-2002	Obligations III : exécution et extinction	3.0
DRT-2003	Droit du travail fondamental	3.0
DRT-2004	L'entreprise et ses principaux contrats	3.0
DRT-2005	La preuve	3.0
DRT-2006	Droit des sociétés	3.0
DRT-2552	Droits et libertés de la personne	3.0

Autres activités

Autres exigences (48 crédits)

1. 3 à 6 crédits parmi :
DRT-2001, DRT-2253
2. 3 à 12 crédits parmi :
Formation critique
DRT-2100 à DRT-2105, DRT-2106 (ou PHI-2107), DRT-2107
3. 3 à 15 crédits parmi :
Formation à l'expression écrite ou orale
DRT-2200, DRT-2202 à DRT-2205, DRT-2207, DRT-2212
4. 3 à 27 crédits parmi :
Formation pratique
DRT-2201, DRT-2206, DRT-2208, DRT-2211, DRT-2213 à DRT-2215

Droit international
DRT-2151 à DRT-2154

Droit civil
DRT-2250 à DRT-2252, DRT-2254, DRT-2255

Droit économique
DRT-2300 à DRT-2305

Droit des sociétés par actions
DRT-2350 à DRT-2352

Droit fiscal
DRT-2400 à DRT-2402

Droit judiciaire
DRT-2450, DRT-2451, DRT-3450

Droit pénal
DRT-2500 à DRT-2503 Droit public
DRT-2550, DRT-2551, DRT-2554 à DRT-2558, DRT-2650

Droit du travail
DRT-2553, DRT-2600, DRT-2603 à DRT-2605

Méthodologie
DRT-2210

Autres cours
DRT-2209, DRT-2651 à DRT-2653

5. 12 crédits parmi :
Acquisition de compétences d'ordre professionnel
COM-1500, COM-2000, FRN-1906

Compréhension des enjeux de société
ANT-2302, ANT-2307, ECN-1100

et tous les cours de premier cycle, à l'exception des cours portant le sigle DRT, des cours correctifs en français et des cours d'anglais inférieurs à ANL-2010

L'étudiant admis au profil entrepreneurial ou au profil en développement durable doit choisir les activités qui y sont prévues.

Profils

Profil développement durable (12 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DDU-1000	Fondements du développement durable	3.0

1. 3 crédits parmi :
DRT-2551, DRT-2554

2. 6 crédits parmi :
ANT-2303, BIO-1910, DDU-1200, GGR-1006, MNG-2110, PHI-1116, POL-2207, SOC-2114

Profil entrepreneurial (12 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
ENT-1000	Savoir entreprendre : la passion de créer et d'agir	3.0
ENT-3000	Portfolio entrepreneurial I	3.0
ENT-3010	Portfolio entrepreneurial II	3.0

1. 3 crédits parmi :
CTB-1000, DRT-2304, DRT-2350, DRT-2351, MNG-1000, MNG-1001, MNG-2000, MNG-2112, MNG-2114

Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
EHE-1DRT	Études - Profil international - Baccalauréat en droit	12.0

Microprogramme en droit

Admission

Exigences d'admission

Être âgé de 21 ans et plus, être titulaire du DEC général (ou l'équivalent) ou être inscrit dans un cheminement universitaire et avoir été absent du système scolaire pendant au moins deux années

OU

Être titulaire d'un DEC technique

OU

Avoir acquis un minimum de 60 crédits universitaires au moment de l'inscription

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne et hiver.

Responsable

Christian Brunelle
premier-cycle@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Permettre au non-juriste d'acquérir des connaissances qui lui permettent de se situer par rapport à son environnement juridique et qui accroissent la qualité de ses interventions dans sa vie professionnelle.

Renseignements additionnels

Insertion d'un programme court dans un autre programme

La personne qui aura suivi avec succès ce microprogramme pourra l'intégrer dans certains programmes universitaires plus longs, à condition de satisfaire aux exigences d'admission de ces programmes. Ces programmes sont:

- le certificat en droit;
- le baccalauréat multidisciplinaire (formation complémentaire).

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 15 crédits

Activités de formation communes

Droit (15 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-1901	Introduction générale au droit	3.0

1. 12 crédits parmi :

CNS-1002, DRT-1700, DRT-1701, DRT-1710 à DRT-1716, DRT-1718 (ou DRT-1720), DRT-1719, DRT-1721, DRT-1902, DRT-1903

Compléter, s'il y a lieu, en choisissant, avec l'autorisation de la direction de programme, un cours à option du baccalauréat en droit ou un cours de premier cycle de 3 crédits.

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'entreprise

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitae, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de la motivation du candidat ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Le D.E.S.S. en droit - droit de l'entreprise s'adresse à une clientèle variée et, notamment, au travailleur qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Il vise l'étude des dimensions juridiques de l'entreprise dans une perspective appliquée, décloisonnée et interdisciplinaire et se caractérise par une méthode d'enseignement active, basée sur l'étude de situations concrètes liées à la vie de l'entreprise.

Ce programme doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir des connaissances approfondies en droit de l'entreprise;

- renforcer les habiletés professionnelles requises, plus particulièrement la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement, le sens critique, la créativité, les aptitudes à la négociation et à la médiation, la capacité de communiquer oralement et par écrit;
- développer la conscience professionnelle et l'intégrité, de même que des comportements ou des attitudes de nature préventive, tout en tenant compte de la dimension éthique des situations;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

Activités de formation communes

Droit de l'entreprise (30 crédits)

1. 21 crédits parmi :

Cours de cheminement

DRT-6000, DRT-6010, DRT-6011, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6024 à DRT-6027, DRT-6038, DRT-6039, DRT-6041 à DRT-6043, DRT-6047, DRT-6048, DRT-6056, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074, DRT-6092 à DRT-6094, DRT-6110, DRT-6114, DRT-7001

2. 0 à 6 crédits parmi :

Cours hors cheminement

DRT-6001 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6012 à DRT-6016, DRT-6028 à DRT-6032, DRT-6040, DRT-6044 à DRT-6046, DRT-6049, DRT-6050, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6055, DRT-6059, DRT-6075 à DRT-6077, DRT-6090, DRT-6091, DRT-6095, DRT-6101 à DRT-6109, DRT-6111 à DRT-6113, DRT-6115 à DRT-6117, DRT-7002, DRT-7004

3. 3 à 9 crédits parmi :

Cours hors faculté

COM-7008, CTB-6007, CTB-6099, ECN-6956, GSE-6003, GSF-6008, GSO-6005, MNG-6001, MNG-6006, MNG-6008, MQT-6002, MRK-6004, SIO-6009

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la direction de programme.

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de la motivation du candidat ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Le D.E.S.S. en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Il doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes au droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;

- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

Activités de formation communes

Droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire (30 crédits)

1. 18 crédits parmi :

Cours de cheminement

DRT-6000, DRT-6010, DRT-6012, DRT-6013, DRT-6025, DRT-6038, DRT-6046, DRT-6047, DRT-6050, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6055, DRT-6059, DRT-6092, DRT-6106 à DRT-6110, DRT-7001, DRT-7002, DRT-7004

2. 0 à 6 crédits parmi :

Cours hors cheminement

DRT-6001 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6011, DRT-6014 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6024, DRT-6026, DRT-6027, DRT-6029 à DRT-6032, DRT-6039 à DRT-6045, DRT-6048, DRT-6049, DRT-6054, DRT-6056, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074 à DRT-6077, DRT-6090, DRT-6091, DRT-6093 à DRT-6095, DRT-6101 à DRT-6105, DRT-6111 à DRT-6117

3. 6 à 12 crédits parmi :

Cours hors faculté

AME-6006, AME-6008, AME-6013, AME-6021, BIO-6900, BIO-6901, CTB-6099, ECN-6951, ENV-7900, ERU-7000, ERU-7001, ETH-7001, FOR-7009, GGR-7010, GGR-7016, GGR-7017, GGR-7019, GGR-7023, GGR-7024, MNG-6009, PHI-7200, POL-7036, SAC-6006, SCG-7031, SLS-6030, SOC-7044

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la direction de programme.

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit international et transnational

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitae, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de la motivation du candidat ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Le D.E.S.S. en droit - droit international et transnational s'adresse à une clientèle variée et, notamment, au travailleur qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Il doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit international et transnational;
- analyser, de manière critique, les règles et les pratiques afférentes au droit international et transnational;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;

- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et l'habileté à communiquer oralement et par écrit;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

Activités de formation communes

Droit international et transnational (30 crédits)

1. 21 crédits parmi :

Cours de cheminement

DRT-6000, DRT-6001, DRT-6010 à DRT-6013, DRT-6024, DRT-6029 à DRT-6032, DRT-6040, DRT-6041, DRT-6044 à DRT-6046, DRT-6048 à DRT-6050, DRT-6056, DRT-6064, DRT-6076, DRT-6077, DRT-6095, DRT-6114 à DRT-6117, DRT-7001, DRT-7002, DRT-7004

2. 0 à 6 crédits parmi :

Cours hors cheminement

DRT-6002 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6014 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6025 à DRT-6027, DRT-6037 à DRT-6039, DRT-6042, DRT-6043, DRT-6047, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6055, DRT-6059, DRT-6063, DRT-6065, DRT-6074, DRT-6075, DRT-6090 à DRT-6094, DRT-6101 à DRT-6113

3. 3 à 9 crédits parmi :

Cours hors faculté

ECN-6601, ECN-6602, ECN-6950, ECN-6956, ECN-6958, ECN-7950, ECN-7951, ERU-7001, ETH-7001, GGR-7017, GGR-7019, GGR-7024, GIE-6000, GIE-6001, GIE-6003, GIE-6080, POL-7001, POL-7016, POL-7020, POL-7022, POL-7023, POL-7025, POL-7026, POL-7034 à POL-7036, POL-7040, SCR-6004, SOC-7044

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la direction de programme.

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droits fondamentaux et droits collectifs

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitae, trois lettres de recommandation, ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de la motivation du candidat ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Le D.E.S.S. en droit - droits fondamentaux et droits collectifs doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique en droits fondamentaux et droits collectifs;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes en droits fondamentaux et droits collectifs;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

Activités de formation communes

Droits fondamentaux et droits collectifs (30 crédits)

1. 18 crédits parmi :

Cours de cheminement

DRT-6002 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6029, DRT-6030, DRT-6039, DRT-6040, DRT-6045, DRT-6046, DRT-6049, DRT-6055, DRT-6075 à DRT-6077, DRT-6090, DRT-6091, DRT-6095, DRT-6111 à DRT-6113, DRT-6115, DRT-6116, DRT-7002

2. 0 à 6 crédits parmi :

Cours hors cheminement

DRT-6000, DRT-6001, DRT-6010 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6024 à DRT-6027, DRT-6031, DRT-6032, DRT-6038, DRT-6041 à DRT-6044, DRT-6047, DRT-6048, DRT-6050, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6056, DRT-6059, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074, DRT-6089, DRT-6092 à DRT-6094, DRT-6101 à DRT-6110, DRT-6114, DRT-6117, DRT-7001, DRT-7004

3. 6 à 12 crédits parmi :

Cours hors faculté

ECN-6958, ERU-7001, ERU-7005, ETH-6003, ETH-7001, GGR-7004, PHI-7202, PHI-7205 à PHI-7207, POL-7011, POL-7014, POL-7017, POL-7033, POL-7035, POL-7036, POL-7040, POL-7042, SOC-6000, SOC-7015, SOC-7020, SOC-7027, SOC-7032, SOC-7042, SOC-7044, SVS-7005, SVS-7017, SVS-7018

Tout étudiant désireux de suivre un cours hors faculté non énuméré dans la présente liste peut présenter une demande motivée à la direction de programme.

Maîtrise en droit - droit de l'entreprise (LL. M.)

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de la motivation du candidat, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Cette maîtrise s'adresse à une clientèle variée et, notamment, au travailleur qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Elle vise l'étude des dimensions juridiques de l'entreprise dans une perspective appliquée, décloisonnée et interdisciplinaire et se caractérise par une méthode d'enseignement active, basée sur l'étude de situations concrètes liées à la vie de l'entreprise.

Cette maîtrise doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir des connaissances approfondies en droit de l'entreprise;
- renforcer les habiletés professionnelles requises, plus particulièrement la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement, le sens critique, la créativité, les aptitudes à la négociation et à la médiation, la capacité de communiquer oralement et par écrit;

- développer la conscience professionnelle et l'intégrité, de même que des comportements ou des attitudes de nature préventive, tout en tenant compte de la dimension éthique des situations;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de parfaire ses habiletés de recherche et de rédaction.

Renseignements additionnels

Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

Profil

Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 22 crédits

Activités de formation communes

Droit de l'entreprise (45 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6078	Essai	12.0
DRT-6100	Méthodologie de l'essai	3.0

1. 21 crédits parmi :

Cours de cheminement

DRT-6000, DRT-6010, DRT-6011, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6024 à DRT-6027, DRT-6038, DRT-6039, DRT-6041 à DRT-6043, DRT-6047, DRT-6048, DRT-6056, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074, DRT-6092 à DRT-6094, DRT-6110, DRT-6114, DRT-7001

2. 0 à 6 crédits parmi :

Cours hors cheminement

DRT-6001 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6012 à DRT-6016, DRT-6028 à DRT-6032, DRT-6040, DRT-6044 à DRT-6046, DRT-6049, DRT-6050, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6055, DRT-6059, DRT-6075 à DRT-6077, DRT-6090, DRT-6091, DRT-6095, DRT-6101 à DRT-6109, DRT-6111 à DRT-6113, DRT-6115 à DRT-6117, DRT-7002, DRT-7004

3. 3 à 9 crédits parmi :

Cours hors faculté

COM-7008, CTB-6007, CTB-6099, ECN-6956, GSE-6003, GSF-6008, GSO-6005, MNG-6001, MNG-6006, MNG-6008, MQT-6002, MRK-6004, SIO-6009

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la direction de programme.

Profil

Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
EHE-6DRT	Études - Profil international - Maîtrise en droit	12.0

Recherche

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.
Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.
Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.
Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.
André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.
Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.
Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.
Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.
François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.
Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.
Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.
Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.
Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.
Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.
Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.
Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.
Julie Desrosiers

Droit judiciaire.
Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.
Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.
Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.
Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.
Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.
Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.
Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.
Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.
Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.
Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.
Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.
Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.
Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.
André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.
Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.
Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.
Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.
Pierre Lemieux

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.

Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.

Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.

Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.

Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.

Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.

Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.

Geneviève Parent

Droit international privé, droit du commerce international, arbitrage, procédure civile, droits linguistiques.

Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil.

Pierre Rainville

Droit municipal, droit administratif, droit de l'aménagement, méthodologie juridique.

Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.

Dominic Roux

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.

Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.

Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.

Sophie Verville

Maîtrise en droit - droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire (LL. M.)

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitae, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de la motivation du candidat, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Cette maîtrise s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Elle doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes au droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de développer ses habiletés de recherche et de rédaction.

Renseignements additionnels

Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

Profil

Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 22 crédits

Activités de formation communes

Droit de l'environnement, développement durable et sécurité alimentaire (45 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6078	Essai	12.0
DRT-6100	Méthodologie de l'essai	3.0

1. 18 crédits parmi :

Cours de cheminement

DRT-6000, DRT-6010, DRT-6012, DRT-6013, DRT-6025, DRT-6038, DRT-6046, DRT-6047, DRT-6050, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6055, DRT-6059, DRT-6092, DRT-6106 à DRT-6110, DRT-7001, DRT-7002, DRT-7004

2. 0 à 6 crédits parmi :

Cours hors cheminement

DRT-6001 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6011, DRT-6014 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6024, DRT-6026, DRT-6027, DRT-6029 à DRT-6032, DRT-6039 à DRT-6045, DRT-6048, DRT-6049, DRT-6054, DRT-6056, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074 à DRT-6077, DRT-6090, DRT-6091, DRT-6093 à DRT-6095, DRT-6101 à DRT-6105, DRT-6111 à DRT-6117

3. 6 à 12 crédits parmi :

Cours hors faculté

AME-6006, AME-6008, AME-6013, AME-6021, BIO-6900, BIO-6901, CTB-6099, ECN-6951, ENV-7900, ERU-7000, ERU-7001, ETH-7001, FOR-7009, GGR-7010, GGR-7016, GGR-7017, GGR-7019, GGR-7023, GGR-7024, MNG-6009, PHI-7200, POL-7036, SAC-6006, SCG-7031, SLS-6030, SOC-7044

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la direction de programme.

Profil

Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
EHE-6DRT	Études - Profil international - Maîtrise en droit	12.0

Recherche

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.
Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.
Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.
Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.
André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.
Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.
Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.
Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.
François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.
Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.
Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.
Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.
Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.
Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.
Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.
Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.
Julie Desrosiers

Droit judiciaire.
Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.
Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.
Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.
Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.
Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.
Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.
Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.
Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.
Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.
Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.
Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.
Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.
Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.
André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.
Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.
Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.
Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.
Pierre Lemieux

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.
Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.
Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.
Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.
Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.
Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.
Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.
Geneviève Parent

Droit international privé, droit du commerce international, arbitrage, procédure civile, droits linguistiques.
Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil.
Pierre Rainville

Droit municipal, droit administratif, droit de l'aménagement, méthodologie juridique.
Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.
Dominic Roux

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.
Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.
Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.
Sophie Verville

Maîtrise en droit - droit international et transnational (LL. M.)

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de la motivation du candidat, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Cette maîtrise s'adresse à une clientèle variée et, notamment, au travailleur qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau. Elle doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique en droit international et transnational;
- analyser, de manière critique, les règles et les pratiques afférentes au droit international et transnational;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et l'habileté à communiquer oralement et par écrit;
- accroître les aptitudes à la recherche juridique en traitant par écrit, de façon claire et cohérente, un problème relativement complexe.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de développer ses habiletés de recherche et de rédaction.

Renseignements additionnels

Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

Profil

Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 22 crédits

Activités de formation communes

Droit international et transnational (45 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6078	Essai	12.0
DRT-6100	Méthodologie de l'essai	3.0

1. 21 crédits parmi :

Cours de cheminement

DRT-6000, DRT-6001, DRT-6010 à DRT-6013, DRT-6024, DRT-6029 à DRT-6032, DRT-6040, DRT-6041, DRT-6044 à DRT-6046, DRT-6048 à DRT-6050, DRT-6056, DRT-6064, DRT-6076, DRT-6077, DRT-6095, DRT-6114 à DRT-6117, DRT-7001, DRT-7002, DRT-7004

2. 0 à 6 crédits parmi :

Cours hors cheminement

DRT-6002 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6025 à DRT-6027, DRT-6014 à DRT-6016, DRT-6037 à DRT-6039, DRT-6042, DRT-6043, DRT-6047, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6055, DRT-6059, DRT-6063, DRT-6065, DRT-6074, DRT-6075, DRT-6090 à DRT-6094, DRT-6101 à DRT-6113

3. 3 à 9 crédits parmi :

Cours hors faculté

ECN-6601, ECN-6602, ECN-6950, ECN-6956, ECN-6958, ECN-7950, ECN-7951, ERU-7001, ETH-7001, GGR-7017, GGR-7019, GGR-7024, GIE-6000, GIE-6001, GIE-6003, GIE-6080, POL-7001, POL-7016, POL-7020, POL-7022, POL-7023, POL-7025, POL-7026, POL-7034 à POL-7036, POL-7040, SCR-6004, SOC-7044

Tout étudiant désireux de choisir un cours hors faculté non énuméré dans cette liste peut présenter une demande motivée à la direction de programme.

Profil

Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
EHE-6DRT	Études - Profil international - Maîtrise en droit	12.0

Recherche

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.
Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.
Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.
Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.
André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.
Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.
Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.
Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.
François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.
Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.
Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.
Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.
Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.
Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.
Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.
Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.
Julie Desrosiers

Droit judiciaire.
Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.
Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.
Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.
Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.
Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.
Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.
Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.
Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.
Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.
Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.
Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.
Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.
Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.
André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.
Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.
Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.
Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.
Pierre Lemieux

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.
Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.
Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.
Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.
Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.
Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.
Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.
Geneviève Parent

Droit international privé, droit du commerce international, arbitrage, procédure civile, droits linguistiques.
Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil.
Pierre Rainville

Droit municipal, droit administratif, droit de l'aménagement, méthodologie juridique.
Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.
Dominic Roux

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.
Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.
Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.
Sophie Verville

Maîtrise en droit - droits fondamentaux et droits collectifs (LL. M.)

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline et qui, par ailleurs, est titulaire d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible à ce programme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitae, trois lettres de recommandation, ainsi qu'un texte d'une page dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de la motivation du candidat, ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire d'un ou de plusieurs cours du baccalauréat en droit selon la spécialité choisie.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

La maîtrise en droit - droits fondamentaux et droits collectifs s'adresse à une clientèle variée qui désire acquérir une formation professionnelle, pratique, polyvalente et de haut niveau.

La maîtrise doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une formation professionnelle pratique en droits fondamentaux et droits collectifs;
- analyser de manière critique les règles et les pratiques afférentes aux droits fondamentaux et aux droits collectifs;
- s'ouvrir à l'interdisciplinarité;
- aborder les problèmes juridiques dans une perspective globale;
- renforcer la capacité d'analyse, l'esprit de synthèse, le raisonnement et la capacité de communiquer oralement et par écrit.

L'essai (environ 50 pages) qui complète la scolarité du programme vise à permettre à l'étudiant de développer ses habiletés de recherche et de rédaction.

Renseignements additionnels

Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 7 500 \$ offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son essai, avec l'approbation de son conseiller, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

Profil

Profil international

L'option d'un profil international permet d'obtenir un soutien financier et logistique pour effectuer une session d'études dans une université partenaire. L'étudiant inscrit à un programme de maîtrise sans mémoire intéressé à s'en prévaloir est invité à prendre contact avec la direction de programme afin de connaître les conditions d'admissibilité à ce séjour d'études.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 22 crédits

Activités de formation communes

Droits fondamentaux et droits collectifs (45 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6078	Essai	12.0
DRT-6100	Méthodologie de l'essai	3.0

1. 18 crédits parmi :

DRT-6002 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6029, DRT-6030, DRT-6039, DRT-6040, DRT-6045, DRT-6046, DRT-6049, DRT-6055, DRT-6075 à DRT-6077, DRT-6090, DRT-6091, DRT-6095, DRT-6111 à DRT-6113, DRT-6115, DRT-6116, DRT-7002

2. 0 à 6 crédits parmi :

DRT-6000, DRT-6001, DRT-6010 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6024 à DRT-6027, DRT-6031, DRT-6032, DRT-6038, DRT-6041 à DRT-6044, DRT-6047, DRT-6048, DRT-6050, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6056, DRT-6059, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074, DRT-6089, DRT-6092 à DRT-6094, DRT-6101 à DRT-6110, DRT-6114, DRT-6117, DRT-7001, DRT-7004

3. 6 à 12 crédits parmi :

ECN-6958, ERU-7001, ERU-7005, ETH-6003, ETH-7001, GGR-7004, PHI-7202, PHI-7205 à PHI-7207, POL-7011, POL-7014, POL-7017, POL-7033, POL-7035, POL-7036, POL-7040, POL-7042, SOC-6000, SOC-7015, SOC-7020, SOC-7027, SOC-7032, SOC-7042, SOC-7044, SVS-7005, SVS-7017, SVS-7018

Tout étudiant désireux de suivre un cours hors faculté non énuméré dans la présente liste peut présenter une demande motivée à la direction de programme.

Profil

Profil international

Cours	Titre	Crédits exigés
EHE-6DRT	Études - Profil international - Maîtrise en droit	12.0

Recherche

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.
Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.
Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.
Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.
André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.
Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.
Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.
Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.
François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.
Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.
Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.
Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.
Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.
Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.
Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.
Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.
Julie Desrosiers

Droit judiciaire.
Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.
Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.
Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.
Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.
Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.
Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.
Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.
Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.
Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.
Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.
Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.
Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.
Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.
André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.
Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.
Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.
Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.
Pierre Lemieux

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.
Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.
Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.
Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.
Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.
Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.
Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.
Geneviève Parent

Droit international privé, droit du commerce international, arbitrage, procédure civile, droits linguistiques.
Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil.
Pierre Rainville

Droit municipal, droit administratif, droit de l'aménagement, méthodologie juridique.
Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.
Dominic Roux

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.
Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.
Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.
Sophie Verville

Maîtrise en droit - avec mémoire (LL. M.)

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation ainsi qu'un texte d'environ deux pages dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études. De plus, il doit exposer, dans un texte d'une page, le sujet de recherche qu'il compte entreprendre dans le cadre de son mémoire.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de la motivation du candidat ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire.

Recherchistes à la magistrature

La personne qui effectue le stage du Barreau du Québec à titre de recherchiste à la Cour d'appel du Québec ou à la Cour supérieure du Québec et qui s'inscrit à la maîtrise avec mémoire peut, à certaines conditions, obtenir une équivalence de scolarité de 9 crédits.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver et été.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Ce programme vise à accroître les aptitudes à la recherche juridique. Il met l'accent sur la formation méthodologique tant durant la scolarité que durant la rédaction du mémoire.

Cette maîtrise privilégie les axes d'enseignement et de recherche suivants : environnement, santé et droit; droits fondamentaux et droits collectifs; droit de l'environnement, de l'aménagement et des collectivités locales; droit des personnes et de la famille; droit et société; droit international et transnational; droit de l'entreprise.

Des cours sont également offerts dans d'autres secteurs du droit. De même, le mémoire peut porter sur tout sujet juridique qui cadre avec les vastes ressources humaines et documentaires de la Faculté.

Ce programme doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- acquérir une spécialité juridique et une formation avancée en méthodologie du droit;
- rendre l'étudiant capable d'utiliser ses connaissances et son expérience avec un esprit critique;
- développer l'esprit d'analyse et de synthèse;
- apprendre à présenter par écrit un travail de recherche d'une certaine complexité;
- permettre à l'étudiant de s'adapter à des situations nouvelles.

Renseignements additionnels

Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses au mérite de 5 000 \$ à 10 000 \$ offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), un montant de 1 500 \$ est octroyé à tout étudiant inscrit à la maîtrise qui dépose son mémoire, avec l'approbation de son directeur de recherche, au plus tard pendant la sixième session suivant son admission au programme, pour l'évaluation par le jury.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 45 crédits

Équivalence maximum : 11 crédits

Activités de formation communes

Droit (22 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6018	Élaboration du projet de mémoire	3.0
DRT-6019	Atelier de présentation du projet de mémoire	1.0
DRT-6080	Lectures dirigées de maîtrise I	3.0
DRT-6081	Lectures dirigées de maîtrise II	3.0
DRT-7000	Méthodologie avancée en droit	3.0

1. 9 crédits parmi :

DRT-6000 à DRT-6004, DRT-6007, DRT-6010 à DRT-6016, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6024 à DRT-6027, DRT-6029 à DRT-6032, DRT-6038 à DRT-6050, DRT-6052, DRT-6053, DRT-6055, DRT-6056, DRT-6059, DRT-6063 à DRT-6065, DRT-6074 à DRT-6077, DRT-6090 à DRT-6095, DRT-6101 à DRT-6117, DRT-7001, DRT-7002, DRT-7004

Recherche

Description : L'étudiant doit réaliser toutes les activités de recherche prévues dans son programme.

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6801	Activité de recherche - mémoire 1	3.0
DRT-6802	Activité de recherche - mémoire 2	6.0
DRT-6803	Activité de recherche - mémoire 3	7.0 crédits/activité temps plein
DRT-6804	Activité de recherche - mémoire 4	7.0 crédits/activité temps plein

Recherche

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.
Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.
Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.

Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.

André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.

Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.

Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.

Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.

François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.

Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.

Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.

Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.

Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.

Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.

Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.

Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.

Julie Desrosiers

Droit judiciaire.

Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.

Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.

Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.

Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.

Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.

Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.

Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.

Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.

Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.

Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.

Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.

Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.

Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.

André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.

Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.

Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.

Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.

Pierre Lemieux

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.

Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.

Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.

Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.

Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.

Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.
Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.
Geneviève Parent

Droit international privé, droit du commerce international, arbitrage, procédure civile, droits linguistiques.
Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil.
Pierre Rainville

Droit municipal, droit administratif, droit de l'aménagement, méthodologie juridique.
Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.
Dominic Roux

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.
Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.
Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.
Sophie Verville

Doctorat en droit (LL. D.)

Admission

Exigences d'admission

Exigences générales

Être titulaire d'une maîtrise en droit, délivrée par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Un candidat dont la formation de deuxième cycle ne comporte aucun travail substantiel de recherche n'est pas admissible, sauf si l'ensemble de son dossier témoigne d'une capacité de mener à terme, de manière autonome, un projet de recherche d'envergure.

Exigences particulières

En plus des documents relatifs au dossier scolaire et qui sont exigés avec le formulaire de demande d'admission, chaque candidat doit présenter un curriculum vitæ, trois lettres de recommandation, la version électronique de son mémoire, ainsi qu'un texte d'environ deux pages dans lequel il fait part de ses champs d'intérêt et des objectifs qu'il cherche à atteindre par son projet d'études. De plus, il doit exposer dans un texte d'environ trois pages son projet d'études doctorales. Cette présentation doit comprendre le titre provisoire de la thèse, une esquisse du sujet de recherche, une ébauche de plan et une bibliographie sommaire.

Un candidat diplômé hors Québec doit produire à l'appui de sa candidature une lettre de recommandation délivrée par son établissement d'origine, qui permette d'apprécier la qualité de son dossier par rapport aux autres étudiants de sa promotion.

Aucune offre définitive d'admission au doctorat ne sera faite avant qu'un directeur de recherche n'ait été désigné.

La maîtrise de la langue française est nécessaire pour la poursuite de ce programme. De plus, le candidat doit posséder une connaissance suffisante de l'anglais écrit.

Sélection

Chaque candidature est évaluée par la direction de programme qui tient compte, dans son évaluation, de la préparation antérieure du candidat, de la qualité de son dossier scolaire, de ses rapports d'appréciation, de son aptitude à la recherche, de la motivation du candidat ainsi que des ressources de la Faculté de droit. Dans certains cas, lors de l'admission, la direction de programme peut imposer une scolarité préparatoire.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver et été.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Ce programme vise à former des chercheurs autonomes, capables d'apporter une contribution substantielle à l'avancement des connaissances de la science juridique.

Il doit permettre à l'étudiant d'atteindre les objectifs suivants :

- poursuivre des recherches originales, de façon autonome;
- contribuer, de façon substantielle et directe, à l'avancement des connaissances;
- interpréter des données relativement complexes;
- acquérir un esprit critique envers sa discipline.

Renseignements additionnels

Soutien financier

Fonds de soutien financier facultaire

Outre les diverses bourses offertes par la Faculté de droit (www.ulaval.ca/fd), tout étudiant admis au doctorat et inscrit à temps complet de manière ininterrompue se voit accorder un montant de 16 000 \$, payable en versements étalés en fonction, principalement, de la progression des études. Ce montant est cumulable avec toute autre bourse.

Remarques sur les cours

Le cours DRT-7001 *Cours individualisé* peut remplacer le cours DRT-7000 *Méthodologie avancée en droit* déjà suivi à la maîtrise avec mémoire. Par ailleurs, tout autre cours de deuxième cycle équivalent au cours DRT-7000 peut être reconnu. Voir la direction de programme pour une entente préalable à cet effet.

Travail de rédaction

Prélecture

La thèse est un travail d'envergure d'environ 350 pages portant sur un sujet original. La prélecture est une étape obligatoire de l'évaluation de la thèse dans ce programme (Règlement des études, art. 280). Elle consiste à faire lire la version originale de la thèse par un professeur non impliqué dans le travail de l'étudiant avant que ne soit donnée l'autorisation de déposer la version qui sera soumise à l'évaluation par un jury. La thèse est évaluée par quatre examinateurs, dont au moins un professeur de l'extérieur. Il y a soutenance publique.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 90 crédits

Équivalence maximum : 12 crédits

Activités de formation communes

Droit (24 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-7000	Méthodologie avancée en droit	3.0
DRT-8001	Examen de thèse : volet rétrospectif	3.0
DRT-8002	Examen de thèse : volet prospectif	3.0
DRT-8003	Épistémologie juridique	3.0
DRT-8004	Élaboration du projet de thèse	6.0
DRT-8005	Lectures dirigées de doctorat I	3.0
DRT-8006	Lectures dirigées de doctorat II	3.0

Recherche

Description : L'étudiant doit réaliser toutes les activités de recherche prévues dans son programme.

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-8801	Activité de recherche - thèse 1	3.0
DRT-8802	Activité de recherche - thèse 2	3.0
DRT-8803	Activité de recherche - thèse 3	7.0 crédits/activité temps plein
DRT-8804	Activité de recherche - thèse 4	9.0 crédits/activité temps plein
DRT-8805	Activité de recherche - thèse 5	11.0 crédits/activité temps plein
DRT-8806	Activité de recherche - thèse 6	11.0 crédits/activité temps plein
DRT-8807	Activité de recherche - thèse 7	11.0 crédits/activité temps plein
DRT-8808	Activité de recherche - thèse 8	11.0 crédits/activité temps plein

Recherche

Responsabilité civile, santé et sécurité des consommateurs, droit des contrats, droit européen.
Marie-Ève Arbour

Droit d'auteur, sociologie du droit, politiques culturelles.
Georges Azzaria

Droit de la mer (Arctique), mondialisation et protection de l'environnement, développement durable, responsabilités communes mais différenciées, droit international de l'environnement.
Kristin Bartenstein

Droit des obligations, droit des assurances.
André Bélanger

Critique identitaire, théorie du droit, histoire de la pensée juridique, analyse féministe du droit, médiation familiale, pouvoir judiciaire, opinions dissidentes sur les motifs et sur les résultats, droit comparé.
Marie-Claire Belleau

Droit civil (français et québécois), plus particulièrement droit des biens et droit des sûretés.
Aurore Benadiba

Droit économique, droit de l'entreprise, droit des sociétés, droit des PME, les aspects juridiques du commerce électronique, droit de la concurrence et de la distribution.
Charlaine Bouchard

Publicité foncière, cadastre, droit des biens, droit notarial.
François Brochu

Droit constitutionnel, droit constitutionnel comparé, fédéralisme, partage des compétences, droits de la personne.
Eugénie Brouillet

Droits et libertés de la personne, droit du travail.
Christian Brunelle

Droit international public, droit international économique, aspects juridiques de l'intégration économique régionale et internationale, droit constitutionnel et fédéralisme.
Charles-Emmanuel Côté

Droit des sociétés par actions, droit des valeurs mobilières, gouvernance des entreprises.
Raymonde Crête

Droit civil et économique, droit des obligations, droit comparé (droit civil et common law), théorie et histoire du droit.
Michelle Cumyn

Droit international public, droit humanitaire international, droit européen, droit international des droits de la personne.
Olivier Delas

Droit des sûretés, droit des contrats, droit de la faillite et de l'insolvabilité.
Jacques Deslauriers

Droit criminel, droits et libertés de la personne, droit de l'enfance et de la jeunesse.
Julie Desrosiers

Droit judiciaire.
Denis Ferland

Responsabilité civile, assurance automobile, évaluation du préjudice corporel, contrats, protection du consommateur.
Daniel Gardner

Droit de la famille, droit des personnes, droit de l'enfance et protection de la jeunesse.
Dominique Goubau

Droit international économique, droit de l'OMC et préférences collectives, diversité culturelle, culture et développement durable, droit international public.
Véronique Guèvremont

Droit international privé, droit civil, droit comparé, procédure civile.
Sylvette Guillemard

Droit de l'environnement, droit pénal de l'environnement, développement durable, protection de l'Arctique, nouveaux modes de régulation.
Paule Halley

Droit social, droit administratif, science législative, théorie du droit, histoire du droit public.
Pierre Issalys

Droit bancaire, droit du commerce électronique, droit de la consommation, droit des sociétés par actions.
Marc Lacoursière

Droit du travail, droit de la santé et de la sécurité au travail, droits et libertés de la personne.
Anne-Marie Laflamme

Droit international pénal, droit pénal canadien, droit international humanitaire, droit international et interne des droits de la personne.
Fannie Lafontaine

Droits et libertés de la personne (international et interne), pluralisme culturel et droit, droit administratif, droit du travail.
Louis-Philippe Lampron

Droit civil québécois, droit civil français, droit et religions, droit comparé, théorie du droit.
Christelle Landheer-Cieslak

Théories féministes, droit des femmes, discrimination, harcèlement sexuel, droit des contrats, droit de la responsabilité civile, violence faite aux femmes, droits de la personne.
Louise Langevin

Fiscalité, politique fiscale, fiscalité des sociétés internationales, problèmes sociaux touchant la fiscalité.
André Lareau

Méthodologie du droit, méthodologie de la recherche, rédaction juridique, droit professionnel, droit disciplinaire, légistique, interprétation des lois, droit comparé.
Lucie Lauzière

Droit international de l'environnement, droit de l'environnement, développement durable, principe des responsabilités communes mais différenciées, aménagement durable du territoire.
Sophie Lavallée

Droit administratif, droit public économique.
Denis Lemieux

Droit administratif et judiciaire.
Pierre Lemieux

Philosophie du droit, méthodologie juridique, épistémologie juridique, logique et argumentation en droit, droit comparé, droit autochtone et politique autochtone.
Bjarne Melkevik

Droit des personnes, droit de la famille, droit des successions, droit notarial, production et évolution du droit.
Christine Morin

Droit constitutionnel et droit des autochtones.
Geneviève Motard

Droit des biens, contrats spéciaux, sûretés, droit criminel économique et droit civil économique.
Mario Naccarato

Droit civil, histoire du droit québécois, histoire de la culture juridique québécoise.
Sylvio Normand

Droit international économique, accords de l'OMC, ALÉNA, libre-échange dans les Amériques, mesures sanitaires et phytosanitaires, santé et commerce, droit des investissements, règlement des différends économiques.
Richard Ouellet

Droit de l'agroalimentaire national et international, sécurité alimentaire, droit international public.
Geneviève Parent

Droit international privé, droit du commerce international, arbitrage, procédure civile, droits linguistiques.
Alain Prujiner

Droit pénal, droit comparé, droit civil.
Pierre Rainville

Droit municipal, droit administratif, droit de l'aménagement, méthodologie juridique.
Gilles Rousseau

Droit du travail et de l'emploi, droit international du travail, droits et libertés de la personne, droits économiques et sociaux, théorie du droit.
Dominic Roux

Droit constitutionnel, droit public comparé, droits et libertés de la personne et droit administratif.
Patrick Taillon

Droit des sociétés par actions, droit de l'entreprise, principes fondamentaux du droit criminel et pénal (excluant procédure et preuve), droit successoral, droit des individus et de leurs animaux domestiques.
Jean Turgeon

Droit du commerce international, droit international privé, droit de la propriété intellectuelle, droit comparé.
Sophie Verville

Microprogramme de deuxième cycle en droit - droit de l'entreprise

Admission

Exigences d'admission

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline, et qui dispose par ailleurs d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible au microprogramme, dans la mesure où il y a compatibilité entre la formation et le projet d'études du candidat.

De plus, le candidat doit posséder au moins deux années d'expérience en milieu de travail. Dans le cas contraire, la candidature peut être considérée selon les places disponibles dans le microprogramme.

Sessions d'admission

Ce microprogramme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes : automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Ce microprogramme vise à offrir une formation spécialisée à des praticiens du droit ou à des personnes qui, sans être juristes, travaillent dans des secteurs en liens étroits avec le droit. Cette formation porte sur certains aspects du droit de l'entreprise et la méthode pédagogique privilégiée est l'étude de cas.

Les objectifs poursuivis par ce microprogramme sont les suivants :

- permettre de mieux comprendre les incidences juridiques quant au choix de la forme juridique d'une entreprise;
- approfondir les connaissances sur les différents modes de financement de l'entreprise;
- présenter les aspects internationaux et transnationaux du droit de l'entreprise.

Renseignements additionnels

Insertion d'un programme court dans un autre programme

La personne qui aura suivi avec succès ce microprogramme pourra l'intégrer, en tout ou en partie, dans les programmes de deuxième cycle, si elle satisfait aux exigences d'admission. Ces programmes sont :

- le diplôme d'études supérieures spécialisées en droit de l'entreprise;
- le diplôme d'études supérieures spécialisées en droit international et transnational;
- la maîtrise avec essai (concentration en droit de l'entreprise);
- la maîtrise avec essai (concentration en droit international et transnational);
- la maîtrise avec mémoire.

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 12 crédits

Activités de formation communes

Droit de l'entreprise (12 crédits)

1. 12 crédits parmi :

DRT-6000, DRT-6010, DRT-6011, DRT-6020 à DRT-6022, DRT-6024 à DRT-6027, DRT-6038, DRT-6039, DRT-6041 à DRT-6043, DRT-6047, DRT-6048, DRT-6056, DRT-6074, DRT-6092 à DRT-6094, DRT-6110, DRT-6114, DRT-7001

Microprogramme de deuxième cycle en droit - légistique

Admission

Exigences d'admission

Être titulaire d'un baccalauréat en droit, délivré par une université canadienne, ou d'un diplôme jugé équivalent. Le titulaire d'un baccalauréat dans une autre discipline, et qui dispose par ailleurs d'un certificat en droit ou d'une formation juridique équivalente, est admissible au microprogramme.

De plus, le candidat doit posséder au moins deux années d'expérience en milieu de travail. Dans le cas contraire, la candidature peut être considérée selon les places disponibles dans le microprogramme.

Sessions d'admission

Ce microprogramme accepte de nouveaux candidats seulement à la session d'automne. La prochaine cohorte débutera à l'automne 2012.

Responsable

Georges Azzaria
418 656-2131, poste 2292
Télécopieur : 418 656-7714
cycles-superieurs@fd.ulaval.ca

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Le microprogramme de deuxième cycle en droit - légistique offre une formation professionnelle et pratique dans le domaine de la rédaction des lois et des règlements. À l'issue de cette formation, l'étudiant aura :

- acquis, sous l'angle légistique, des connaissances relatives à différents domaines du droit;
- approfondi la théorie du droit en lien avec les principes de la communication linguistique nécessaires à la rédaction de textes normatifs;
- acquis les compétences techniques nécessaires à la conception et à la rédaction des textes législatifs ou réglementaires.

Renseignements additionnels

Durée et régime d'études

Ce microprogramme est offert à temps partiel seulement à raison d'un cours par session (automne et hiver).

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 12 crédits

Activités de formation communes

Légistique (12 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6096	Légistique I	3,0
DRT-6097	Légistique II	3,0
DRT-6098	Légistique III	3,0
DRT-6099	Légistique IV	3,0

Diplôme d'études supérieures spécialisées en droit - droit notarial

Admission

Exigences d'admission

Être titulaire d'un diplôme de baccalauréat ou licencié d'une faculté de droit d'une université du Québec ou de l'Université d'Ottawa (section de droit civil). La qualité du dossier est prise en compte.

Sessions d'admission

Ce programme accepte de nouveaux candidats aux sessions suivantes: automne, hiver.

Responsable

Faculté de rattachement

Faculté de droit

Orientation et objectifs

Objectifs

Conçu pour l'étudiant qui se destine à la profession de notaire, ce programme vise à parfaire et compléter sa formation antérieure par une étude approfondie et appliquée du droit, étude axée sur le renforcement des habiletés et des aptitudes à la recherche pour que l'étudiant soit en mesure de répondre adéquatement aux besoins et exigences de la profession de notaire dès son admission à la pratique.

Pour atteindre cet objectif, le programme tend à permettre d'abord un approfondissement des connaissances liées aux différents secteurs de droit et il vise ensuite à faire acquérir à l'étudiant la maîtrise d'un champ d'activité professionnelle.

Renseignements additionnels

Durée et régime d'études

Tout cheminement à temps partiel doit être préalablement approuvé par la direction de programme. La condition de poursuite du programme et de l'obtention du diplôme est basée sur l'évaluation des connaissances de l'étudiant et de ses travaux. L'étudiant doit conserver une moyenne égale ou supérieure à 2,67 pour la poursuite du programme jusqu'à la diplomation.

Le titulaire d'un diplôme en droit notarial, qui se destine à l'exercice de la profession, doit faire un stage de 32 semaines consécutives à temps complet, administré par la Chambre des notaires du Québec.

Remarques sur les cours

Exigences particulières

La direction de programme pourra, en fonction du projet d'études de l'étudiant, exiger de celui-ci qu'il suive, pendant sa première session d'inscription, l'un ou plusieurs des cours suivants à titre de scolarité préparatoire: *Droit international public général* (DRT-2150), *Droit international privé* (DRT-2151) et *Droit du commerce international* (DRT-2153).

Exigences d'obtention du diplôme

Total exigé : 30 crédits

Équivalence maximum : 15 crédits

Activités de formation communes

Droit notarial (30 crédits)

Cours	Titre	Crédits exigés
DRT-6066	Droit des entreprises	3,0
DRT-6067	Droit fiscal	3,0
DRT-6068	Droit des personnes et de la famille	3,0
DRT-6069	Pratique notariale	3,0
DRT-6072	Droit des sûretés et de la faillite	3,0
DRT-6083	Publicité des droits	3,0
DRT-6084	Droit successoral	2,0
DRT-6085	Droit international privé	1,0
DRT-6086	Droit administratif de la propriété	3,0
DRT-6087	Droit immobilier I	3,0
DRT-6088	Droit immobilier II	3,0